

Art. 17. De Minister van Begroting is belast met de opmaak en de voorstelling, dit tesamen met de functioneel bevoegde Minister(s), van de ontwerpen tot beraadslaging met het oog op de toelating van de vastlegging, de ordonnanciering en de betaling van de uitgaven die hoger liggen dan de gestemde kredieten of na de weigering van het visum van het Rekenhof, onverminderd de bepalingen betreffende de herverdeling van de basistoelagen.

Art. 18. Het besluit van de Regering van 18 juli 1995 tot regeling van haar werking, zoals gewijzigd, is opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 29 juli 1999.

Art. 20. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juli 1999.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn
belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan K & G,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie.
Y. YLIEF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
N. MARECHAL



F. 99 — 2786

[C - 99/29446]

29 JUILLET 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et spécialement l'article 68;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1981 déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres de l'Exécutif de la Communauté française, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 janvier 1982, 16 novembre 1983, 5 juin 1986, 3 mars 1988, 23 septembre 1988, 18 mai 1989, 27 juillet 1992 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 juillet 1993, 23 avril 1997 et 23 décembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 28 juillet 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, en date du 28 juillet 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, telles que modifiées, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement du Gouvernement de la Communauté française,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Ministre-Président" : le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française;

2° "Ministre" : un Ministre du Gouvernement de la Communauté française;

3° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE I^{er}. — *Des Cabinets ministériels*

Art. 2. Chaque Ministre dispose d'un cabinet.

Section 1. — Attributions et composition

Art. 3. Les attributions de chaque cabinet concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux du Parlement de la Communauté française, les recherches et études propres à faciliter le travail personnel du Ministre, la présentation des dossiers de l'Administration, éventuellement le secrétariat du Gouvernement, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience et la revue de presse.

Art. 4. § 1^{er}. Le cabinet peut comprendre au plus 8 membres, soit :

1° un directeur de cabinet;

2° un directeur de cabinet adjoint;

3° deux conseillers;

4° quatre attachés.

§ 2. Le Ministre-Président peut s'adjoindre un second cabinet composé au plus de 8 membres, pour la politique générale et les missions liées à l'exercice de la présidence, soit :

- 1° un directeur de cabinet adjoint;
- 2° quatre conseillers;
- 3° trois attachés.

§ 3. Le cabinet des Ministres élus en rang 2 et 3 sur la liste visée à l'article 60, § 1^{er} de la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, peut comprendre en outre, une cellule de politique générale composée comme suit :

- 1° un directeur de cabinet adjoint;
- 2° deux conseillers;
- 3° trois attachés.

§ 4. Le cabinet des Ministres élus en rang 4 et 5 sur la liste visée à l'article 60, § 1^{er} de la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, peut comprendre en outre, une cellule de politique générale composée comme suit :

- 1° un conseiller;
- 2° deux attachés.

§ 5. Chaque Ministre peut transférer un ou plusieurs membres de son cabinet vers le cabinet d'un autre Ministre.

Art. 5. § 1^{er}. Pour les travaux d'exécution, le cabinet ne peut comprendre plus de 21 agents.

§ 2. Le cabinet du Ministre-Président peut comprendre, en outre, 32 agents pour les travaux d'exécution relatifs à la politique générale, aux missions liées à l'exercice de la présidence et au fonctionnement du Gouvernement.

§ 3. Le cabinet des Ministres visés à l'article 4, § 3, du présent arrêté peut comprendre, en outre, 20 agents pour les travaux d'exécution de la cellule de politique générale.

§ 4. Le cabinet des Ministres visés à l'article 4, § 4, du présent arrêté peut comprendre, en outre, 14 agents pour les travaux d'exécution de la cellule de politique générale.

§ 5. Chaque Ministre peut transférer un ou plusieurs agents de son cabinet vers le cabinet d'un autre Ministre.

§ 6. Lorsque l'entretien des locaux du cabinet n'est pas confié à une firme privée, des nettoyeurs peuvent être recrutés en qualité de personnel de complément, à raison de un par dix locaux, sans que leur nombre puisse être supérieur à quatre.

§ 7. Un membre du personnel auxiliaire peut être employé au domicile privé du Ministre.

Art. 6. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque cabinet, il peut y avoir en dehors du cadre autorisé, un maximum de douze hommes/mois, par an, répartis sur un ou plusieurs experts.

Ce nombre est porté à seize hommes/mois, par an, pour les Ministres visés à l'article 4, § 3, et à vingt hommes/mois, par an, pour le Ministre-Président.

Art. 7. Ne peuvent faire partie du personnel visé à l'article 5, les agents de l'Etat fédéral ou d'une entité fédérée appartenant au niveau I, ceux du rang 10 excepté.

Cette mesure s'applique dans les mêmes limites aux titulaires de grades équivalents appartenant aux autres services publics, aux organismes d'intérêt public ou aux établissements d'enseignement subventionné.

Art. 8. Les membres du personnel des services de la Communauté française, ou organismes d'intérêt public, et plus généralement, de tout service public, appelés à faire partie d'un cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer les attributions.

Toutefois, ils participent à l'avancement dans leur administration et y reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

Le Ministre compétent peut pourvoir temporairement à leur remplacement.

Section 2. — Nominations et fonctionnement

Art. 9. Les membres du cabinet sont nommés par le Ministre concerné

Art. 10. § 1^{er}. Le Directeur de cabinet communique les instructions et les ordres de service du Ministre à l'Administration par la voie hiérarchique. En cas d'urgence, il peut déroger à cette règle, sous réserve d'en informer, sans délai, le Secrétaire général et, le cas échéant, l'Administrateur général concerné.

§ 2. Les autres membres du cabinet ne peuvent traiter avec l'Administration que par l'intermédiaire du Directeur de cabinet ou avec son autorisation.

Section 3. — Rémunérations, allocations et indemnités

Art. 11. Il est alloué aux membres des cabinets qui ne font pas partie du personnel des services de la Communauté française, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicable au personnel du ministère :

- 1° directeur de cabinet : échelle 160/1
- 2° directeur de cabinet adjoint : échelle 120/3
- 3° conseiller : échelle 120/1
- 4° secrétaire de cabinet : échelle 120/1 ou 110/1
- 5° attaché ou secrétaire particulier du Ministre : échelle 110/1

Les membres des cabinets, qui ne font pas partie du personnel des services de la Communauté française et qui sont affectés aux travaux d'exécution, ainsi que les gens de métier et de service, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée en régime organique, au grade du ministère correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 96.089 FB. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale, éventuellement prévue en régime transitoire, pour le personnel du ministère.

Art. 12. Les membres des cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation familiale de vacances et de l'allocation de fin d'année, au taux et aux conditions prévus pour le personnel du ministère.

Art. 13. § 1^{er}. Une indemnité forfaitaire annuelle, pour frais de séjour, peut être octroyée au personnel des cabinets.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

1° directeur de cabinet, directeur de cabinet adjoint : 73.144 FB;

2° secrétaire de cabinet, conseiller : 54.841 FB.

L'indemnité est due par mois et à terme échu.

Elle n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours consécutifs.

Elle est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours consécutifs.

Elle est également maintenue pendant les congés de vacances.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée, prorata temporis, à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour.

§ 2. En vue de l'octroi des indemnités de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres des cabinets au grade de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

1° le Directeur de cabinet est assimilé aux fonctionnaires des rangs 15 à 17;

2° le Directeur de cabinet adjoint et les Conseillers : aux fonctionnaires de rang 12;

3° le Secrétaire de cabinet : aux fonctionnaires de rang 11 ou 12;

4° le Secrétaire particulier du Ministre et les attachés : aux fonctionnaires de rangs 10 et 11;

5° le personnel affecté aux travaux d'exécution et les gens de métier et de service : au personnel du ministère exerçant des fonctions correspondantes;

§ 3. Les membres du personnel des services de la Communauté française qui font partie d'un cabinet et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors de l'agglomération ou de la localité où est établi le Cabinet, peuvent bénéficier, à la charge de la Communauté française, d'un abonnement sur un moyen de transport en commun pour le trajet de leur domicile à l'agglomération ou à la localité où est établi le cabinet.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

Eventuellement, la classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine, conformément à la réglementation en matière de frais de parcours.

Sur dérogation motivée délivrée par le Ministre concerné, les membres du cabinet visés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et qui utilisent leur véhicule personnel pour se rendre sur leur lieu de travail, peuvent recevoir la contre-valeur de l'abonnement précité, pour autant qu'ils apportent la preuve que l'utilisation d'un moyen de transport en commun entraînerait des temps de déplacement anormalement longs.

§ 4. Le Directeur de cabinet est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour ses déplacements de service, dans les conditions prévues pour les Secrétaires généraux, par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement du 31 mai 1999.

Les autres membres des cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture automobile personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article.

Le Directeur de cabinet excepté, le total des autorisations d'utiliser une voiture automobile personnelle ne peut dépasser 30.000 km par an et par cabinet, et 6.000 km par an et par bénéficiaire.

Toutefois, ce total de 30.000 km pourra être porté à 50.000 km pour le cabinet du Ministre-Président et à 40.000 km pour le cabinet des Ministres visés à l'article 4, § 3.

Art. 14. Un régime analogue à celui prévu à l'article 13, § 3, peut être appliqué aux membres des cabinets qui, sans faire partie du personnel des services de la Communauté française, appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné.

Art. 15. § 1^{er}. Il est accordé aux membres du personnel des services de la Communauté française, détachés dans les cabinets, une allocation de cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

1° directeur de cabinet : 343.175 FB;

2° directeur de cabinet adjoint : 260.813 FB;

3° conseiller : 233.359 FB;

4° secrétaire de cabinet et secrétaire particulier du Ministre : 178.451 FB;

5° attaché : 137.270 FB;

6° personnel affecté aux travaux d'exécution et gens de métier et de service : 96.089 FB.

§ 2. Les agents contractuels des services de la Communauté française conservent leur rémunération augmentée des allocations visées au présent chapitre.

§ 3. La rémunération des fonctionnaires et des agents contractuels des services du Gouvernement reste à charge de ceux-ci.

Art. 16. La situation pécuniaire des membres du cabinet qui, sans faire partie du personnel des services de la Communauté française, appartiennent toutefois à un ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à un organisme, un groupement ou à une association subventionnés par la Communauté française, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet prévue à l'article 15. La Communauté française rembourse éventuellement au service d'origine le traitement du membre de cabinet, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables au membre du cabinet dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales.

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 11. Cette allocation ne peut cependant dépasser le montant du traitement majoré de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions du 1° lui étaient applicables.

Art. 17. § 1^{er}. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 12, 15 et 19, sont payées mensuellement, à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12^e du montant annuel. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des ministères.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 11, 12, 13, 15 et 19, sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation; à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01.

Art. 18. § 1^{er}. Le Ministre peut accorder, suivant les conditions reprises ci-après, une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un cabinet qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un Centre public d'aide sociale n'est pas considéré comme revenu de remplacement.

§ 2. Cette allocation forfaitaire est équivalente à :

- 1° un mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- 2° deux mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- 3° trois mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue d'un an à 18 mois;
- 4° quatre mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de 18 mois à deux ans;
- 5° cinq mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est payée par mensualités. Pour obtenir l'allocation de départ, l'intéressé doit introduire chaque mois une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

Il est tenu d'avertir de toute modification de sa situation sous peine de perdre le bénéfice de ladite allocation.

§ 4. En dérogation du § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un cabinet et qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage. Dans ce cas, l'allocation de départ est fixée, conformément au § 2 et diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit en rétribution de fonctions incomplètes, soit à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Les allocations et indemnités prévues aux articles 15 et 19 ne sont pas prises en considération pour la fixation de l'allocation de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 19. Il est accordé aux chauffeurs de voiture automobile des cabinets :

- 1° une allocation forfaitaire mensuelle de 10.981 FB;
- 2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 99.970 FB par an.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 19.217 FB pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 8.236 FB couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre. Celui-ci peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre chauffeurs du Cabinet.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères ainsi que le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 11 et 15 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Section 4. — Dispositions diverses

Art. 20. Le Directeur de cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions, à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Art. 21. Sur présentation d'une déclaration de créance approuvée par le Ministre, le Directeur de cabinet, le Secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier, le chauffeur du Ministre et le chauffeur du Directeur de cabinet, peuvent obtenir le remboursement des frais inhérents à l'usage, pour les besoins du cabinet, du raccordement téléphonique établi à leur domicile.

Dans l'hypothèse où l'abonnement au téléphone a été souscrit en exécution d'une décision du Ministre, le remboursement visé à l'alinéa précédent peut comprendre les frais et redevance de raccordement et d'abonnement.

Section 5. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. Il ne peut être dérogé aux dispositions du présent chapitre que de l'accord du Ministre-Président.

Toute dérogation est portée à la connaissance du Ministre du Budget.

CHAPITRE II

Du personnel des services du Gouvernement appelé à faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement

Art. 23. Les membres du personnel des services du Gouvernement peuvent faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral moyennant l'autorisation préalable du Ministre de la Fonction publique.

L'autorisation est soumise à la condition que le Roi ait pris un règlement déterminant les modalités de remboursement de la rémunération des membres du personnel visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 24. L'article 8 est applicable aux membres du personnel des services du Gouvernement détachés dans le cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral.

Art. 25. La rémunération des membres du personnel visés à l'article 23, alinéa 1^{er}, est payée par les services du Gouvernement.

Le remboursement de la rémunération est effectué à la Trésorerie sur la base d'un relevé trimestriel adressé au Ministre du Gouvernement fédéral concerné par les services du Gouvernement.

La demande de remboursement est faite au début de chaque trimestre pour le trimestre précédent.

CHAPITRE III. — *Dispositions en faveur des Ministres sortant de charge*

Art. 26. En fin de législature ou en cas de motion de défiance constructive, le Gouvernement met à la disposition de chaque membre du Gouvernement sortant de charge et n'exerçant plus des fonctions ministérielles, un conseiller et un agent d'exécution pour une période de 5 ans prenant cours à la date de sa démission, pour autant qu'il ne bénéficie pas d'une mesure analogue à charge de l'Etat fédéral ou d'une autre entité fédérée.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 27. L'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1981 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des membres de l'Exécutif de la Communauté française et au personnel des services de l'Exécutif appelé à faire partie d'un cabinet ministériel d'un membre du Gouvernement, tel que modifié, est abrogé.

Art. 28. Le présent arrêté produit ses effets le 13 juillet 1999.

Art. 29. Les Ministres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juillet 1999.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
C. DE PERMENTIER.

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,
Y. YLIEFF

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
N. MARECHAL

—
VERTALING

N. 99 — 2786

[C - 99/29446]

29 JULI 1999. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering betreffende de samenstelling en werking van de kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een Minister van de Franse Gemeenschapsregering

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 december 1981 tot vaststelling van de samenstelling en werking van de Kabinetten van de Leden van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 27 januari 1982, 16 november 1983, 5 juni 1986, 3 maart 1988, 23 september 1988, 18 mei 1989, 27 juli 1992 en de besluiten van de Franse Gemeenschapsregering van 15 juli 1993, 23 april 1997 en 23 december 1997;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 22 juli 1999 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 juli 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 28 juli 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de hoogdringendheid die is ingegeven door de noodzaak om de werking van de Franse Gemeenschapsregering te verzekeren,

Besluit :

Artikel 1. In de geest van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister-Voorzitter » : de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsregering;

2° « Minister » : een Minister van de Franse Gemeenschapsregering;

3° « Regering » : de Franse Gemeenschapsregering.

HOOFDSTUK I. — *De ministeriele kabinetten*

Art. 2. Elke Minister beschikt over een kabinet.

Afdeling 1. — Bevoegdheden en samenstelling

Art. 3. De bevoegdheden van elk kabinet betreffen de aangelegenheden die een invloed kunnen hebben op het algemeen beleid van de Regering of de werkzaamheden van het Parlement van de Franse Gemeenschap, de opzoeken en studies die het persoonlijk werk van de Minister vergemakkelijken, de voorlegging van de dossiers van het Bestuur, eventueel het secretariaat van de Regering, de ontvangst en het openen van zijn persoonlijke briefwisseling, zijn privé-correspondentie, de verzoeken tot audiëntie en het persoverzicht.

Art. 4. § 1. Het kabinet mag bestaan uit ten hoogste 8 leden, namelijk :

- 1° een kabinetsdirecteur;
- 2° een adjunct-kabinetsdirecteur;
- 3° twee adviseurs;
- 4° vier attachés.

§ 2. De Minister-Voorzitter kan zich laten bijstaan door een tweede kabinet van maximum 8 leden, voor het algemeen beleid en de taken verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap, namelijk :

- 1° een adjunct-kabinetsdirecteur;
- 2° vier adviseurs;
- 3° drie attachés.

§ 3. Het kabinet van de Ministers die verkozen zijn in rang 2 en 3 op de lijst bedoeld in artikel 60, § 1 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, kan daarenboven een cel algemeen beleid omvatten, die samengesteld is als volgt :

- 1° een adjunct-kabinetsdirecteur;
- 2° twee adviseurs;
- 3° drie attachés.

§ 4. Het kabinet van de Ministers die verkozen zijn in rang 4 en 5 op de lijst bedoeld in artikel 60, § 1 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, kan daarenboven een cel algemeen beleid omvatten, die samengesteld is als volgt :

- 1° een adviseur;
- 2° twee attachés.

§ 5. Elke Minister kan een of meerdere leden van zijn kabinet overhevelen naar het kabinet van een andere Minister.

Art. 5. § 1. Voor de uitvoerende taken mag het kabinet niet meer dan 21 personeelsleden tellen.

§ 2. Het kabinet van de Minister-Voorzitter mag daarenboven 32 personeelsleden tellen voor de uitvoerende taken die verband houden met het algemeen beleid, de taken die verbonden zijn met de uitoefening van het voorzitterschap en de werking van de Regering.

§ 3. Het kabinet van de Ministers bedoeld in artikel 4, § 3 van dit besluit mag daarenboven 20 personeelsleden omvatten voor de uitvoerende taken van de cel algemeen beleid.

§ 4. Het kabinet van de Ministers bedoeld in artikel 4, § 4 van dit besluit mag daarenboven 14 personeelsleden omvatten voor de uitvoerende taken van de cel algemeen beleid.

§ 5. Elke Minister kan een of meerdere leden van zijn kabinet overhevelen naar het kabinet van een andere Minister.

§ 6. Wanneer het onderhoud van de kabinetslokalen niet toevertrouwd is aan een privé-firma, mag een schoonmaakploeg worden aangeworven in de hoedanigheid van aanvullend personeel a rato van één persoon per tien lokalen, waarbij hun aantal niet meer dan vier personen mag bedragen.

§ 7. Een lid van het hulppersoneel mag in de privé-woning van de Minister worden tewerkgesteld.

Art. 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet mogen er buiten het toegelaten kader jaarlijks maximum twaalf personen/maand worden opgenomen, verdeeld over één of meerdere experts.

Dit aantal wordt gebracht op jaarlijks zestien personen/maand voor de Ministers bedoeld in artikel 4, § 3 en op jaarlijks twintig personen/maand voor de Minister-Voorzitter.

Art. 7. De ambtenaren van het Rijk of van een gefedereerde entiteit die behoren tot niveau I, uitgezonderd die van rang 10, mogen geen deel uitmaken van het in artikel 5 bedoelde personeel.

Deze maatregel geldt in dezelfde mate voor de houders van gelijkwaardige graden en die behoren tot de andere overheidsdiensten, de instellingen van openbaar nut of de gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 8. De personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap of van de instellingen van openbaar nut, en meer in het algemeen van elke overheidsdienst, en die worden opgenomen in een kabinet mogen hun functie niet verder blijven uitoefenen noch er de bevoegdheden van uitoefenen.

Ze komen evenwel in aanmerking voor bevordering in hun bestuur en nemen hun functie weer op bij het einde van hun opdracht.

De bevoegde minister kan tijdelijk voorzien in hun vervanging.

Afdeling 2. — Benoemingen en werking

Art. 9. De kabinetsleden worden door de desbetreffende Minister benoemd.

Art. 10. § 1. De kabinetsdirecteur deelt de onderrichtingen en dienstorders van de Minister aan het bestuur mee langs hiërarchische weg. In dringende gevallen kan hij van deze regel afwijken mits de Secretaris-generaal en desgevallend de desbetreffende Administrateur-generaal hiervan onverwijld op de hoogte worden gebracht.

§ 2. De andere kabinetsleden mogen met het Bestuur slechts onderhandelen via de Kabinetsdirecteur of met diens toestemming.

Afdeling 3. — Bezoldigingen, toelagen en vergoedingen

Art. 11. De kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap ontvangen een kabinetstoelage geldend als wedde, die is vastgesteld volgens de onderschaalde schalen en geldt voor het personeel van het ministerie :

- 1° kabinetsdirecteur : schaal 160/1
- 2° adjunct-kabinetsdirecteur : schaal 120/3
- 3° adviseur : schaal 120/1
- 4° kabinetssecretaris : schaal 120/1 of 110/1
- 5° attaché of privé-secretaris van de Minister : schaal 110/1

De kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap en die belast zijn met de uitvoerende taken alsmede het vak- en dienstpersoneel ontvangen een kabinetstoelage geldend als wedde die is vastgesteld binnen de perken van de minimum- en maximumwedde van de schaal die in het organiek stelsel verbonden is aan de graad van het ministerie die overeenstemt met de uitgeoefende functie, verhoogd met een bijkomende toelage die niet meer dan 96.089 BEF mag bedragen. Er mag geen gebruik worden gemaakt van de bijzondere schaal, eventueel voorzien in een overgangsstelsel, voor het personeel van de ministeries.

Art. 12. De kabinetsleden ontvangen kinderbijslag, geboortepremie, haard- en standplaatsvergoeding, vakantie-geld, gezinsvakantiegeld en een eindejaarspremie volgens de bedragen en voorwaarden die zijn voorzien voor het personeel van het ministerie.

Art. 13. § 1. Een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor de verblijfskosten kan worden toegekend aan het personeel van de kabinetten.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

- 1° kabinetsdirecteur, adjunct-kabinetsdirecteur : 73.144 BEF;
- 2° kabinetssecretaris, adviseur : 54.841 BEF.

De vergoeding wordt aan het eind van elke maand uitbetaald.

Ze wordt slechts toegekend wanneer de functie waaraan ze verbonden is binnen eenzelfde maand wordt uitgeoefend gedurende meer dan vijf opeenvolgende dagen.

Ze blijft behouden gedurende de afwezigheden die in de loop van eenzelfde maand niet meer dan vijf opeenvolgende dagen bedragen.

Ze blijft eveneens behouden gedurende de vakantiedagen.

Wanneer de vergoeding niet verschuldigd is voor een volledige maand, wordt ze prorata temporis uitbetaald a rato van 1/30ste van het maandbedrag per dag.

§ 2. Met het oog op de toekenning van de vergoedingen voor de verblijfs- en verplaatsingskosten gebeurt de gelijkstelling van de kabinetsleden aan de graad van de administratieve hiërarchie als volgt :

- 1° de Kabinetsdirecteur wordt gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15 tot 17;
- 2° de Adjunct-kabinetsdirecteur en de Adviseurs : met de ambtenaren van rang 12;
- 3° de Kabinetssecretaris : met de ambtenaren van rang 11 of 12;
- 4° de Privé-secretaris van de Minister en de attachés : met de ambtenaren van rang 10 en 11;

5° het personeel belast met de uitvoerende taken en het vak- en dienstpersoneel : met het personeel van het ministerie dat de overeenstemmende functies uitvoert;

§ 3. De personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap die opgenomen zijn in een kabinet en wier woonplaats en administratieve verblijfplaats gelegen is buiten de agglomeratie of de plaats waar het Kabinet is gesitueerd, kunnen ten laste van de Franse Gemeenschap genieten van een abonnement op een openbaar vervoermiddel voor het traject tussen hun woonplaats en de agglomeratie of plaats waar het Kabinet is gelegen.

De duur van het abonnement bedraagt één maand en dient van maand tot maand te worden verlengd.

Eventueel wordt de klasse van het abonnement bepaald door de graad die het personeelslid bezit in zijn oorspronkelijk bestuur overeenkomstig de reglementering inzake verplaatsingskosten.

Op een met redenen omklede afwijking die door de desbetreffende Minister wordt geleverd, kunnen de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde kabinetsleden die gebruik maken van hun eigen voertuig om zich naar hun werkplaats te begeven, de tegenwaarde van het voornoemde abonnement verkrijgen in zoverre ze het bewijs leveren dat de gebruikmaking van een openbaar vervoermiddel ongewoon lange verplaatsingstijden zou meebrengen.

§ 4. De Kabinetsdirecteur is ertoe gemachtigd zijn eigen wagen te gebruiken voor zijn dienstverplaatsingen overeenkomstig de voorwaarden voorzien voor de Secretarissen-generaal bij artikel 4 van het Regeerbesluit van 31 mei 1999.

De andere kabinetsleden kunnen ertoe gemachtigd worden hun eigen wagen te gebruiken overeenkomstig de bij hetzelfde besluit voorziene voorwaarden voor de ambtenaren met wie ze bij dit artikel worden gelijkgesteld.

Met uitzondering van de Kabinetsdirecteur mag het totaal van het toegelaten gebruik van een eigen wagen niet meer bedragen dan 30.000 km per jaar en per kabinet, en 6.000 km per jaar en per begunstigde.

Dit totaal van 30.000 km kan evenwel op 50.000 km worden gebracht voor het kabinet van de Minister-Voorzitter en op 40.000 km voor het kabinet van de in artikel 4, § 3 bedoelde Ministers.

Art. 14. Een stelsel gelijk aan dat waarin is voorzien bij artikel 13, § 3 kan worden toegepast op de kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap, maar wel behoren tot een Rijksdienst, een andere overheidsdienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling.

Art. 15. § 1. De personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap die naar de kabinetten zijn gedetacheerd, ontvangen een kabinetsvergoeding die de onderstaande jaarlijkse bedragen niet mag overschrijden :

- 1° kabinetsdirecteur : 343.175 BEF;
- 2° adjunct-kabinetsdirecteur : 260.813 BEF;
- 3° adviseur : 233.359 BEF;
- 4° kabinetssecretaris en privé-secretaris van de Minister : 178.451 BEF;
- 5° attaché : 137.270 BEF;
- 6° personeel belast met de uitvoerende taken en vak- en dienstpersoneel : 96.089 BEF.

§ 2. De contractuele personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap behouden hun bezoldiging, verhoogd met de in dit hoofdstuk bedoelde toelagen.

§ 3. De bezoldiging van de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering blijft te hunner laste.

Art. 16. De geldelijke toestand van de kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap maar wel behoren tot een ministerie, een Rijksdienst, een andere overheidsdienst, een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde instelling, groep of vereniging of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1° wanneer de werkgever erin toestemt de wedde verder te blijven uitbetalen, ontvangt de betrokkene de in artikel 15 voorziene kabinetstoelage. De Franse Gemeenschap gaat eventueel over tot de terugbetaling, aan de oorspronkelijke dienst, van de wedde van het kabinetslid, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en alle andere toelagen en vergoedingen die zijn berekend overeenkomstig de bepalingen die gelden voor het kabinetslid in zijn oorspronkelijke instelling, desgevallend vermeerderd met de werkgeversbijdragen.

2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, ontvangt de betrokkene de kabinetstoelage geldend als wedde zoals bedoeld in artikel 11. Deze toelage mag evenwel niet hoger zijn dan het bedrag van de wedde verhoogd met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de bepalingen van 1° op hem van toepassing zouden zijn.

Art. 17. § 1. De in artikelen 10, 12, 15 en 19 voorziene vergoedingen en toelagen worden aan het eind van elke maand uitbetaald. De vergoeding of toelage van de maand is gelijk aan 1/12de van het jaarbedrag. Wanneer de vergoeding of toelage van de maand niet in haar geheel is verschuldigd, wordt ze uitbetaald in dertigste overeenkomstig de regel waarin is voorzien door het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries.

§ 2. De in artikelen 11, 12, 13, 15 en 19 voorziene vergoedingen en toelagen zijn gekoppeld aan de schommelingen van de index der consumptieprijzen overeenkomstig de nadere regels zoals vastgesteld bij de wet 2 augustus 1971 tot regeling van een stelsel van koppeling aan de index van de consumptieprijzen; derhalve geldt het indexcijfer 138,01.

Art. 18. § 1. De Minister kan, onder de onderstaande voorwaarden, een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan diegenen die een functie hebben vervuld in een kabinet en die niet genieten van een vervangingsinkomen of rustpensioen. Een overlevingspensioen of bestaansminimum dat wordt toegekend door een Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt niet beschouwd als een vervangingsinkomen.

§ 2. Deze forfaitaire toelage is gelijkwaardig aan :

- 1° een maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- 2° twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- 3° drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- 4° vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- 5° vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 3. De vertrektoelage wordt in schijven van een maand uitbetaald. Om de vertrektoelage te bekomen, moet de betrokkene iedere maand een verklaring onder ede indienen, waaruit blijkt dat hij gedurende de betrokken periode geen enkele beroepsactiviteit uitgeoefend heeft of dat hij zich in een toestand bevindt zoals voorzien in § 4.

Hij dient iedere wijziging in zijn toestand te vermelden, op straffe geen aanspraak meer te kunnen maken op voornoemde toelage.

§ 4. In afwijking van § 1, kan de Minister een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben vervuld in een kabinet en die hetzij uitsluitend een of meerdere gedeeltelijke functies vervullen in een overheidsdienst of in een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die ten laste van de Schatkist een of meerdere pensioenen ontvangen die betrekking hebben op een of meerdere onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen ontvangen. In dat geval wordt de vertrektoelage vastgesteld overeenkomstig § 2 en naar gelang het geval verminderd met het totale bedrag dat aan de betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode, hetzij als betaling voor onvolledige functies hetzij als rustpensioen of werkloosheidsuitkering.

§ 5. De in artikelen 15 en 19 voorziene toelagen en vergoedingen worden niet in aanmerking genomen bij de vaststelling van de vertrektoelage. Er is geen vertrektoelage verschuldigd aan personen die uit eigen wil hun functies stopzetten.

Art. 19. De chauffeurs van kabinetten ontvangen :

- 1° een maandelijkse forfaitaire toelage van 10.981 BEF;
- 2° een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van maximum 99.970 BEF.

De maandelijkse forfaitaire toelage wordt op 19.217 BEF gebracht voor de persoonlijke chauffeur. Het bijkomend bedrag van 8.236 BEF dekt de bijkomende buitengewone prestaties die de verplaatsingen van de Minister met zich brengen. Laatstgenoemde kan naar gelang van de verrichte prestaties de toekenning van dit bijkomend bedrag wijzigen en het verdelen tussen de chauffeurs van het Kabinet.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van toelagen voor uitzonderlijke prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen van verblijfskosten van de personeelsleden van de ministeries alsmede de bijkomende toelage en de kabinetstoelage, voorzien in artikelen 11 en 15 van dit besluit, zijn op hen niet van toepassing.

Afdeling 4. — Allerhande bepalingen

Art. 20. De Kabinetsdirecteur kan bij besluit van de Regering gemachtigd worden de eretitel van zijn functies te dragen op voorwaarde dat hij deze gedurende minstens twee jaar heeft uitgeoefend.

Art. 21. Op voorlegging van een door de Minister goedgekeurde schuldvordering kunnen de Kabinetsdirecteur, Kabinetssecretaris, de privé-secretaris, de chauffeur van de Minister en de chauffeur van de Kabinetsdirecteur terugbetaling bekomen van de kosten die inherent zijn aan het gebruik, voor de behoeften van het kabinet, van de telefoonaansluiting in hun woonplaats.

In het geval het telefoonabonnement werd genomen in uitvoering van een beslissing van de Minister, kan de in het vorig lid bedoelde terugbetaling de abonnements- en aansluitingskosten omvatten.

Afdeling 5. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 22. Van de bepalingen van dit hoofdstuk mag slechts worden afgeweken met goedkeuring van de Minister-Voorzitter.

Elke afwijking wordt ter kennis van de Minister van Begroting gebracht.

HOOFDSTUK II

Het personeel van de diensten van de Regering die zijn opgenomen in het kabinet van een regeringslid

Art. 23. De personeelsleden van de diensten van de Regering kunnen worden opgenomen in een kabinet van een lid van de federale Regering mits de Minister van Openbaar Ambt vooraf zijn toestemming heeft gegeven.

De toestemming gebeurt op voorwaarde dat de Koning een reglement heeft uitgevaardigd houdende bepaling van de nadere regelen voor de uitbetaling van de bezoldiging van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden.

Art. 24. Artikel 8 is van toepassing op de personeelsleden van de diensten van de Regering die zijn gedetacheerd naar een kabinet van een lid van de federale Regering.

Art. 25. De bezoldiging van de in artikel 23, eerste lid, bedoelde personeelsleden wordt uitbetaald door de diensten van de Regering.

De uitbetaling van de bezoldiging wordt verricht op de Thesaurie op basis van een driemaandelijkse staat die door de diensten van de Regering wordt verzonden naar de desbetreffende Minister van de federale Regering.

De aanvraag tot uitbetaling wordt gedaan bij de aanvang van elk trimester voor het vorige trimester.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen ten gunste van uittredend Ministers

Art. 26. Aan het einde van de legislatuur of in geval van een constructieve motie van wantrouwen stelt de Regering elke uittredend Minister die geen ministeriële functie meer uitoefent, een adviseur en uitvoerend ambtenaar ter beschikking voor een periode van 5 jaar die een aanvang neemt op de datum van zijn ontslag in zoverre hij niet geniet van een gelijkaardige maatregel ten laste van de federale staat of een andere gefedereerde entiteit.

HOOFDSTUK IV. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 27. Het besluit van de Executieve van 23 december 1981 betreffende de samenstelling en werking van de kabinetten van de leden van de Executieve van de Franse Gemeenschap en het personeel van de diensten van de Executieve dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een lid van de Regering, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op 13 juli 1999.

Art. 29. De Ministers van de Regering worden, elk wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juli 1999.

De Minister-Voorzitter, belast met Internationale betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager onderwijs, opvang en opdrachten van Kind en Gezin

J.-M. NOLLET

De Minister van Middelbaar onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek,

F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele sector,

C. DE PERMENTIER.

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,

Y. YLIEFF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,

N. MARECHAL